

L'ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



Elargissement, Géorgie, Droits fondamentaux, *CAUCASSE*

Il fut un temps où la fonctionnalité de l'économie de marché était le critère de Copenhague le plus scruté. *Mais ça, c'était avant.* Alors que son maintien et sa défense sont devenus des enjeux cruciaux pour l'avenir de l'UE, plus que jamais la voie européenne passe par l'établissement d'un État de droit robuste dans les institutions et la culture juridique des pays candidats.

- Cette année 2023 est cruciale pour la Géorgie, [rappelle la Fondation Schuman](#), car les membres de l'Union européenne (UE) décideront d'accorder ou non à l'ancienne république soviétique le statut de pays candidat.
 - Un verdict très attendu par les 3,7 millions de Géorgiens, dont plus de 80% souhaitent rejoindre la communauté européenne.
 - Ce désir d'Europe s'est développé au cours des deux derniers siècles, alimenté par la lutte contre les projets impérialistes russes et les pertes territoriales subies par la Géorgie.
 - [Nous avons particulièrement insisté sur ce point à l'occasion de la tribune](#) adressée à Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, lors de sa visite à Tbilissi.
 - Dans ce contexte, le parti au pouvoir a ajouté en 2018 une disposition constitutionnelle visant à la pleine intégration de la Géorgie à l'UE et à l'OTAN.
 - La vision spécifique de l'Europe varie selon les Géorgiens :
 - certains mettent l'accent sur les droits fondamentaux et les valeurs libérales ;
 - d'autres l'associent au bien-être matériel grâce à l'État de droit et à l'absence de corruption ;
 - et une minorité la considère comme une terre chrétienne.
 - La décision du parti de demander l'adhésion à l'UE en 2022 a été motivée par la crainte d'être laissé seul face à une Russie de plus en plus agressive.
 - Toutefois, la stratégie du parti au pouvoir a évolué vers une prise de distance avec l'Occident, ce qui a entraîné une détérioration des relations et des actions provocatrices.
 - On pense en particulier à l'emprisonnement de personnalités de l'opposition [et l'introduction d'une loi controversée sur les « agents étrangers »](#).
- Le 21 juin 2023, la Commission européenne a présenté un rapport oral intermédiaire sur les réformes entreprises par la Géorgie, l'Ukraine et la Moldavie dans leur quête d'adhésion à l'Union européenne.
 - Selon [Tinatin Japaridze](#), analyste à Eurasia Group, le rapport indique que la Géorgie n'a progressé que dans trois des douze conditions préalables obligatoires à la candidature à l'UE.
 - En particulier dans les domaines liés à l'égalité des sexes et à la mise en place de défenseurs publics.
 - Il n'est pas certain que la Géorgie obtienne le statut de candidat avant la fin de l'année.
 - Les messages contradictoires du gouvernement et les sentiments pro-occidentaux de la population continuent de brouiller les pistes.
 - Le parti « Rêve géorgien », dirigé par l'oligarque Bidzina Ivanichvili et sur le modèle de Moscou, [entretient l'ambiguïté sur ses priorités réelles](#), ce qui a conduit au refus du statut de candidat en juin 2022.
- Les questions relatives à l'évolution de l'État de droit en Géorgie sont illustrées par Irakli Kobakhidze, président du parti Rêve géorgien, qui a [exprimé sa ferme opposition à ladite « propagande LGBT »](#) auprès des enfants.
 - L'avocat [Ted Jonas](#) critique ces tactiques de peur utilisées en Géorgie pour diminuer le soutien du public à l'adhésion à l'UE.
 - Le gouvernement géorgien utiliserait cette tactique pour justifier le fait que le pays n'a pas reçu le statut de candidat à l'UE.
 - Cette tactique est comparée à celles employées par la Russie et d'autres régimes illibéraux, dont la Hongrie.

- Malgré [l'attitude ambiguë et hostile](#) de ce gouvernement, la Géorgie est un des premiers pays de la région à avoir dépénalisé l'homosexualité.
 - Elle dispose en outre d'une législation protégeant les droits des homosexuels, même si elle n'est pas appliquée de manière efficace.
 - La candidature à l'UE ne requiert que des lois antidiscriminatoires et leur application.
- Finalement, ce dilemme constitue aussi un défi politique pour l'UE.
 - L'octroi du statut de candidat récompenserait et renforcerait un gouvernement susceptible de poursuivre sa politique anti-occidentale.
 - Cependant son refus pourrait entraîner de graves troubles populaires et potentiellement déstabiliser la sécurité d'un pays dans l'espace frontière entre UE et Russie.
 - Malgré l'incertitude qui règne, l'élargissement de l'UE suscite un élan politique et un sentiment d'urgence, et des espoirs subsistent pour l'avenir de la Géorgie.
 - En particulier à l'approche des élections législatives de 2024 sous le nouveau régime électoral [adopté après la dernière crise politique](#).

Droits sociaux, Régulation,

YOU BETTER WORK

L'État de droit passe aussi par la défense des droits sociaux. Après [le Parlement](#) en février dernier, le 12 juin 2023, le Conseil de l'Union européenne est [parvenu à une position commune sur le statut des travailleurs des plateformes](#). Les négociations sur le texte final vont pouvoir commencer.

- Les ministres de l'emploi ont établi une « présomption réfutable d'emploi » pour ces travailleurs, [tels que les chauffeurs de taxi et les livreurs de repas](#).
 - Selon le projet de directive, trois des sept critères définis doivent être remplis pour déterminer le statut d'emploi.
 - On y trouve les restrictions sur le refus des tâches et l'imposition de règles de conduite imposées par la plateforme.
 - Ce texte vise à offrir un statut plus protecteur et de meilleures conditions de travail aux travailleurs des plateformes.
 - Si une plateforme soutient que le statut d'entrepreneur indépendant s'applique à ses activités, il lui incombera de prouver qu'il n'y a pas de relation employeur-employé.
 - La directive réglerait également l'utilisation d'algorithmes dans la gestion des ressources humaines.
 - Le but est d'introduire plus de transparence et de fournir de meilleures informations aux travailleurs.
- Dans un article consacré à la nécessité de [« Sauver l'élan social de l'Europe »](#), László Andor, ancien Commissaire aux Affaires sociales et actuel Secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), rappelle l'importance d'aborder les questions sociales lors des prochaines élections du Parlement européen.
 - Il souligne que si l'UE a eu une dimension sociale limitée depuis sa création, les développements récents ont apporté de nouveaux défis et de nouvelles opportunités pour les politiques sociales.
 - En témoignent tout particulièrement l'élargissement de l'UE et l'adoption du Pilier européen des droits sociaux (EPSR).
 - Il avance la nécessité de réformes progressives au niveau de l'UE pour remodeler le modèle économique d'intégration et développer davantage la législation sociale.
 - L. Andor soutient que la dimension sociale de l'UE devrait être définie de manière plus large que la portée actuelle des portefeuilles des affaires sociales dans les institutions de l'UE.
 - En effet, il estime que les effets sociaux de la gouvernance de l'UE dépendent principalement des décisions économiques plutôt que des politiques sociales.

- Des initiatives dans le domaine de l'économie sociale et le développement d'une approche globale et cohérente sont nécessaires.
 - C'est particulièrement le cas en ces temps de chocs économiques fréquents et de conflits de haute intensité sur notre continent.
 - En cela, l'agenda social de l'Ukraine dans ses efforts de reconstruction doit être prioritaire mais il s'inquiète de la législation ukrainienne qui sape les droits des employés et le pouvoir des syndicats.

Réseaux sociaux, Désinformation, Elections,

FAIRE UN VLOP

La plateforme européenne de lutte contre la désinformation, EUvsDisinfo, a publié récemment [une étude des politiques des principales plateformes en ligne](#), notamment Facebook, Instagram, YouTube, TikTok et Twitter, concernant la diffusion de fausses informations pendant les élections.

- Ces plateformes sont soumises à une réglementation et à un contrôle strict, en particulier lors d'événements à fort impact tels que les élections.
 - Elles sont classées comme très grandes plateformes en ligne (VLOP) par la législation sur les services numériques (DSA) de l'Union européenne.
 - Toutes reconnaissent les dommages potentiels causés par la désinformation électorale, tels que l'ébranlement de la confiance dans les institutions démocratiques et l'incitation à la violence.
 - Malheureusement, leurs politiques ne se distinguent pas toujours des mesures générales de lutte contre la désinformation.
- L'étude souligne les efforts déployés par les plateformes pour lutter contre la désinformation électorale, notamment les partenariats avec des vérificateurs de faits, les centres de ressources dédiés aux élections et les mesures visant à réduire la visibilité ou à supprimer les contenus trompeurs.
 - Parmi les plateformes, Meta (comprenant Facebook et Instagram) se distingue par son approche proactive, ses engagements forts et sa transparence grâce à son Conseil de surveillance.
 - Cependant, la réputation de Meta a été entachée par des incidents passés comme [le scandale Cambridge Analytica](#).
 - Il était question de l'utilisation abusive de données d'utilisateurs dans le contexte de l'élection de Donald Trump, aux États-Unis, en 2016. L
 - Les politiques de Twitter, bien que décrites sur son site web, soulèvent des [inquiétudes consécutivement à son acquisition par Elon Musk](#) et des licenciements du personnel chargé de l'intégrité et de la modération.
 - TikTok, qui se positionne comme une plateforme de divertissement, à la politique la moins développée en matière de désinformation électorale, s'appuie principalement sur l'interdiction des publicités politiques.
 - YouTube bénéficie des vastes ressources de sa société mère, Google, mais a été critiqué pour son indulgence à l'égard de la désinformation médicale pendant la pandémie.
- L'étude explique aussi l'importance de la réglementation européenne à venir pour lutter contre la désinformation en imposant des règles contraignantes et des sanctions importantes.
 - Cela est d'autant plus essentiel à l'approche des prochaines élections européennes de 2024.

EUROPE GÉOPOLITIQUE



IA génératives, Réglementation,
IA KA FOKON

Nouveau champ de bataille des rivalités géopolitiques, la technologie est écartelée entre [les dilemmes de sécurité et les considérations éthiques](#).

- Thibaud Elzière, pour [La Tribune](#), souligne que l'émergence de ChatGPT, formé dans les valeurs, la culture et les préférences morales américaines, doit conduire l'UE à développer des champions numériques européens.
 - Cela est indispensable pour défendre nos valeurs et s'aligner sur notre compréhension de la gestion des données, de la vie privée, des droits d'auteur, des exigences sociétales et environnementales.
 - Pour y parvenir, selon cet entrepreneur de la tech, l'Europe doit mettre en place une meilleure politique de soutien à l'innovation au niveau européen.
 - En créant un statut de société européenne, en fournissant un cadre réglementaire stable et des facilités de financement, en renforçant l'unité du marché intérieur et en établissant une bourse européenne.
 - Pour contrer la domination des entreprises technologiques américaines, l'Europe a besoin d'acteurs dominants dans l'écosystème numérique, capables d'attirer les investissements, les données et les talents, et de façonner l'utilisation et les normes.
 - Ces champions ont besoin des ressources d'un grand marché, que le cadre national est trop étroit pour leur fournir.
 - L'Europe, avec sa masse critique et sa cohésion culturelle, offre un environnement favorable à la promotion de ces acteurs.
 - Des initiatives européennes coordonnées, ainsi que des mesures réglementaires, devraient être mises en œuvre pour soutenir la croissance et la compétitivité des entreprises européennes.
 - En d'autres termes aller plus loin que les RGPD, DSA, DMA ou Data Act.
- La Commission européenne semble partager ces préoccupations. Elle annonce, le 20 juin 2023, [la création d'une nouvelle plateforme de financement appelée Plateforme des technologies stratégiques pour l'Europe \(STEP\)](#).
 - L'objectif est de soutenir les solutions technologiques innovantes et de donner aux entreprises européennes les ressources financières dont elles ont besoin pour être compétitives à l'échelle mondiale.
 - L'idée est de veiller à ce que l'Europe conserve une avance technologique et de contrer les effets des avantages fiscaux et des subventions à grande échelle offerts par la Chine et les États-Unis.
 - Le fonds se concentrera sur trois secteurs critiques :
 - les technologies profondes, les technologies propres et les biotechnologies.
 - Elles sont considérées comme essentielles pour faire avancer la double transition verte et numérique.
 - Malheureusement, l'annonce ne s'accompagne pas d'un financement supplémentaire.
 - Les fonds destinés à STEP proviendront de fonds existants réaffectés, avec une contribution de 10 milliards d'euros espérée de la part des États membres.
 - Ces derniers sont encouragés à reprogrammer une partie de leurs fonds de cohésion en faveur de projets éligibles au financement de STEP.
 - Le financement de STEP proviendra de divers fonds européens existants, notamment InvestEU, Horizon Europe, le Fonds d'innovation, le Fonds européen de défense et les fonds de la politique de cohésion, entre autres.
- Ce décalage dans les moyens est une constante des politiques européennes c'est pour cela qu'il se double d'avancées réglementaires.
 - Certains analystes craignent déjà que la proposition de la Commission ne soit pas à la hauteur d'initiatives telles que la loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act).
 - Cependant, [la puissance de la norme européenne existante et à venir est loin d'être négligeable](#).

Royaume-Uni, IA génératives,

WHAT COULD BREXIT MEAN

La concurrence pour l'UE pourrait ne pas seulement venir d'outre-Atlantique, mais aussi d'outre-Manche.

- Rishi Sunak, Premier Ministre britannique, [envisage la Grande-Bretagne comme une superpuissance scientifique et technologique.](#)
 - Il capitalise sur les opportunités offertes par l'IA, les supercalculateurs.
 - Et une véritable divergence réglementaire par rapport à l'UE.
 - Déjà [au 3e rang mondial](#) et leader en Europe sur les différents critères de l'IA, le pays dispose d'atouts tels que d'importantes entreprises d'IA, d'excellentes universités et de vastes ensembles de données comme celles du National Health Service (NHS).
- Les défis sont cependant nombreux : domination des entreprises technologiques américaines, perte d'accès au marché unique de l'UE en raison du Brexit et pénurie mondiale d'unités de traitement graphique (GPU) dont les avancées sont nécessaires à l'entraînement à l'IA.
 - Pour réussir dans l'IA, le Royaume-Uni aura besoin de plus d'experts au sein du gouvernement, d'ensembles de données publiques affinées, d'un cadre réglementaire équilibré et d'une augmentation des clusters de GPU à l'intérieur de ses frontières.
 - Le gouvernement devrait également garantir une alimentation électrique fiable et abordable, inciter les fournisseurs commerciaux à investir dans des centres de GPU et éventuellement soutenir un projet « moonshot » visant à développer des logiciels libres pour contester le monopole de Nvidia sur le marché de l'IA.
 - Parfait pour [motiver cette même entreprise américaine](#) à se développer dans l'UE.

Russie, OTAN, Armement,

WESS' HERD DIESS AUCH SEI

Tentative de coup d'État [similaire à celle de 1991](#), aventurisme d'un mercenaire désorienté, trahison internationale ? Il est encore un peu tôt pour estimer la réalité des rapports de force et les raisons profondes de la rébellion contre le Kremlin du chef de guerre E. Prigojine et de [son groupe militaire privé Wagner](#).

- Les [observateurs les plus honnêtes](#) restent prudents, mais la réalité du terrain dans le conflit en Ukraine s'est considérablement compliquée depuis le 24 juin 2023.
 - Sur fond d'escalade symbolique marquant une forme d'impasse à la dimension militaire du conflit, comme le rappelle l'analyse de [la contre-offensive ukrainienne par LeGrandContinent](#).
- En mai dernier, le président russe Vladimir Poutine [avait suspendu par décret la participation de la Russie au traité sur les forces armées conventionnelles \(FCE\)](#).
 - Ceci peut être considéré comme une mesure de rétorsion visant à punir l'OTAN pour son soutien à l'Ukraine.
 - Une chose est sûre : la décision de se retirer du traité FCE signifie qu'il n'y aura pas de retour à l'architecture de sécurité des années 1990, selon l'expert en relations transatlantiques [Bruno Lété, German Marshall Fund](#).
- Ce [traité, signé en 1990](#) par les États membres de l'OTAN et les membres du Pacte de Varsovie, régleme la quantité d'armes et d'équipements militaires déployables pour chaque signataire.
 - Le traité FCE a joué un rôle important dans la fin de la guerre froide.
 - Il établissait des obligations claires en matière d'équipement militaire et d'équilibre des forces conventionnelles, et permettait des inspections.

- Toutefois, la Russie a progressivement violé ses obligations :
 - en établissant des bases militaires Géorgie et en Moldavie ;
 - en cessant les inspections à partir de 2015.
 - Les pays membres de l'OTAN ont simplement publié une [déclaration](#) condamnant la décision russe.
- Ainsi, sans vouloir contredire [Sanna Marin](#), les dirigeants européens n'ont pas été naïfs ils ont – au mieux – été inattentifs et - au pire- d'une désespérante mauvaise foi.

OTAN, Autonomie stratégique,

OTAN EMPORTE LES VENTS

Si le message en provenance du Kremlin et ses camarades de cour de récréation n'est pas clair, celui de l'alliance atlantique ne laisse pas de place au doute.

- L'OTAN a entamé, depuis trois semaines, son plus grand exercice aérien, baptisé « [Air Defender 23](#) ».
 - Cet exercice, [coordonné par l'Allemagne](#), se déroule en Allemagne, en République tchèque, en Estonie et en Lettonie.
 - Environ 250 avions militaires de 25 pays membres et partenaires de l'OTAN, dont le Japon et la Suède, y participent.
 - L'exercice vise à renforcer l'interopérabilité et la protection contre les drones et les missiles de croisière en cas d'attaque contre des villes, des aéroports ou des ports situés sur le territoire de l'OTAN.
- L'exercice est de nature défensive et n'implique pas de vols vers [l'exclave russe de Kaliningrad](#), selon le général Ingo Gerhartz, chef de l'armée de l'air allemande.
 - L'exercice comprend une formation opérationnelle et tactique principalement en Allemagne, ainsi qu'en République tchèque, en Estonie et en Lettonie.
 - Il n'est pas prévu pour l'instant de faire de « Air Defender » un exercice régulier, mais en Europe centrale, on espère que ce ne sera pas le dernier.

OTAN, Turquie, Suède,

TURKISH DELIGHT

Alors que l'élargissement de l'OTAN est suspendu à un accord de la Turquie, Marie-Pierre Vérot, correspondante de Radio France en Turquie, estime que [la Suède et l'OTAN ont des raisons de faire preuve d'un optimisme prudent en ce qui concerne la coopération potentielle de la Turquie](#).

- La [victoire électorale du président Erdogan et sa majorité au Parlement](#) lui permettent de donner la priorité à l'image de son pays et de répondre aux pressions directes des États-Unis.
 - Le nouveau gouvernement turc se présente comme pragmatique.
 - L'ancien directeur des services de renseignement nommé ministre des Affaires étrangères, permettrait d'espérer des relations apaisées avec l'Occident.
- L'adoption par la Suède de lois antiterroristes plus strictes et la présence du secrétaire général de l'OTAN lors de l'investiture d'Erdogan témoignent d'une évolution.
 - A cela s'ajoute l'approbation par la Cour suprême suédoise de l'expulsion d'un sympathisant du PKK vers la Turquie.
 - Enfin, lorsque des activistes kurdes ont manifesté en Suède avec des drapeaux du PKK, Ankara est resté silencieux.
 - Ceci pourrait indiquer une volonté d'envisager l'adhésion à part entière de la Suède lors du prochain sommet de l'OTAN.

Nucléaire, France, Décarbonation, *RED IS DEAD*

La France est [parvenue à ses fins](#). Comme Berlin et Rome au moment du vote final [sur l'interdiction programmée du moteur thermique pour 2035](#), à la grande irritation de ses partenaires, et contre toutes les pratiques en vigueur dans les négociations européennes, Paris a poussé la Commission et la Présidence suédoise à réouvrir la discussion sur [la directive mise à jour sur les énergies renouvelables \(RED III\)](#). Ce texte qui fixe un objectif de 42,5 % de consommation d'énergie renouvelable d'ici 2030.

- La principale préoccupation de la France concernait la production d'hydrogène renouvelable - ou bas-carbone, c'est à dire à base d'électricité nucléaire - a [été prise en compte](#).
 - La directive intègre désormais le rôle de l'énergie nucléaire dans la réalisation des objectifs de décarbonation.
- La Commission européenne a fait des concessions pour sécuriser l'accord, reconnaissant que les sources d'énergie non renouvelables, y compris l'énergie nucléaire, contribuent à la neutralité climatique d'ici 2050.
 - [L'alliance pro-nucléaire](#) menée par Paris a joué un rôle crucial dans l'obtention de ces concessions, malgré les critiques concernant le manque de transparence de la procédure.
 - Le passage final de la directive RED III attend désormais l'approbation finale du Parlement européen et des États membres du Conseil.
- La reconnaissance de [la contribution de l'énergie nucléaire](#) aux objectifs de décarbonation est particulièrement cruciale pour la France.
 - Elle réconcilie les factions pro-nucléaires et pro-énergies renouvelables.
 - Les négociations ont également abouti à l'adoption de réglementations pour la décarbonation du secteur de l'aviation et à la fourniture de garanties pour les installations de production d'ammoniac investissant dans la décarbonation.
 - L'approbation formelle de ces accords par le Parlement européen et le Conseil européen est encore en attente.

Pologne, Charbon, Energies renouvelables, *C'EST LIGNITE-LIGNITE*

Si en France la fierté nationale se conjugue à l'atome, en Pologne, c'est une histoire de charbon. Alors que l'Allemagne prépare [sa sortie du charbon, après sa sortie du nucléaire](#), réduisant de près de 70 % ses émissions de CO2 d'ici 2030, la Pologne est le principal pollueur en matière de production énergétique, dû à une industrie lourde très coûteuse en énergie.

- Pourtant, elle a réussi à considérablement réduire son usage du charbon et augmenter la part des renouvelables.
 - Contre toute attente, vu le poids social et politique du charbon dans l'économie polonaise, le pays suit le rythme européen des réductions de l'utilisation du charbon et des émissions de puissance observées ailleurs.
 - La Pologne a réussi à augmenter sa capacité d'approvisionnement en électricité décarbonée de 156 % depuis 2018.
 - Il s'agit d'une accélération près de sept fois plus élevée que la moyenne européenne sur la même période.
 - Elle a également connu une augmentation de près de 4 000 % de la production d'énergie solaire et une augmentation de 80 % de l'énergie éolienne depuis 2018.
 - La génération d'électricité à partir du charbon a diminué d'environ 20 % sur la même période.
 - Elle entraîne une diminution équivalente des émissions liées au charbon.

- Ainsi, malgré une économie axée sur la fabrication lourde et une intensité énergétique élevée, la Pologne est parvenue à maintenir ses émissions totales de génération d'électricité à un niveau relativement stable tout en réduisant les émissions au cours des dernières années.

Les prix de l'électricité en Pologne ont augmenté cette année, dépassant ceux de l'Allemagne, de la France, des Pays-Bas et de l'Espagne, ce qui pourrait inciter davantage la Pologne à développer sources d'énergie renouvelable.

- D'après certains observateurs, les progrès réalisés par la Pologne dans sa transition vers l'abandon du charbon et l'augmentation de la production d'énergie décarbonée permettent d'afficher un optimisme prudent quant à l'abandon global des combustibles fossiles en Europe.
 - Globalement, la baisse des prix du gaz et l'augmentation de la production nucléaire en Europe contribuent à la diminution de l'utilisation du charbon.
 - Ceci ouvre la voie à un avenir sans charbon et à une adoption accrue des énergies renouvelables.
 - Outre l'énergie éolienne (11% de la production nationale) et l'énergie solaire (4,5%) l'adoption des pompes à chaleur connaît également une croissance rapide.
 - Membre de l'alliance nucléaire menée par Paris, Varsovie envisage aussi sérieusement le développement de [ses capacités nucléaires](#).
 - Le traumatisme de Tchernobyl est [désormais contrebalancé](#) par les exigences d'autonomie énergétique face à la Russie et les objectifs européens contraignants.
 - [La réduction de la dépendance de la Pologne à l'égard du charbon](#) est importante, car elle est le deuxième plus grand consommateur de charbon de l'UE, qu'elle allait jusqu'à [importer aussi de Russie](#).
- Principale ombre au tableau, le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, [a déclaré que la mine de lignite de Turow ne serait pas fermée, malgré une décision de justice ordonnant la suspension de ses activités](#).
 - La décision du tribunal de Varsovie de suspendre l'extension de la concession minière était fondée sur des préoccupations concernant les dommages causés à l'environnement.
 - La mine de Turow a fait l'objet [d'un conflit entre la Pologne et la république tchèque](#), inquiète pour l'environnement et à l'origine de l'action en justice.
 - Malgré les amendes, M. Morawiecki est resté inflexible, déclarant que le gouvernement garantirait le fonctionnement de la mine jusqu'en 2040, en mettant l'accent sur la sécurité énergétique de la Pologne.

Espagne,

PROMISE ME NO PROMISES

Alors que la présidence suédoise boucle ses derniers arbitrages, l'Espagne qui prend sa suite a défini ses [priorités](#) pour sa prochaine présidence du Conseil de l'Union européenne, en mettant l'accent sur la [réindustrialisation](#), la transition écologique et la justice sociale.

- Le site de la future présidence espagnole [est en ligne](#). Le Premier ministre Pedro Sánchez entend accélérer l'action législative sur les questions climatiques et énergétiques, promouvoir des mesures visant à réduire les déchets et les microplastiques, et soutenir la production de plastiques durables et réparables.
 - Il souligne l'importance de la transition énergétique en tant que priorité absolue pendant la présidence espagnole de l'UE.
 - Dans un [discours](#) précédant le début de la présidence espagnole le 1er juillet, il exprime l'intention d'accélérer l'action législative sur les questions relatives au climat, au gaz, à l'hydrogène et à l'efficacité énergétique.
 - Sans oublier l'importance de faire avancer la réforme en cours du marché de l'électricité, bien qu'il n'ait pas précisé s'il avait l'intention de la conclure au cours de la présidence espagnole du Conseil.

- M. Sánchez a également évoqué la nécessité de développer la souveraineté de l'UE en ce qui concerne l'industrie « verte » et les matières premières essentielles à la transition énergétique.
 - Toutefois, les textes législatifs spécifiques et les intentions de l'Espagne concernant des questions d'actualité telles que la qualité de l'air, les emballages, les émissions industrielles et la biodiversité restent vagues à ce stade.
 - Le gouvernement espagnol assure que les prochaines élections législatives [n'affecteront pas ces priorités](#).
 - [La crainte](#) serait qu'une victoire de la droite, potentiellement alliée à l'extrême-droite, remette en cause les priorités environnementales.